



**C\_2016\_108**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Animation économique, ruralité et  
agriculture

L'an deux mille seize, le vingt deux septembre à dix huit heures, le *Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la  
délibération:  
Elaboration d'une  
charte agricole**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Alain PARLANTI, Raymond GRAS pouvoir à Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Frédéric MARCEL pouvoir à Christine NICCOLETTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Stéphan CERET, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI, Christine PREMOSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

**ABSENT(S) :**

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Laure REIG, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Madame Marie-Christine GUIOL

**RAPPORTEUR** : Monsieur Gilbert GALLIANO

Transmis le : .....

**Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982**

L'activité agricole en Dracénie contribue de manière non négligeable à la dynamique économique du bassin Dracénois (3000 emplois). Au delà du maintien et de la création d'emplois, elle façonne, depuis des générations, l'identité du territoire par la qualité de ses paysages, ses traditions et productions locales qui contribuent grandement à son attractivité.

Forts de ce constat, les élus de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ont fait le choix de considérer l'activité agricole d'intérêt communautaire. Cette reconnaissance s'inscrit au titre de la compétence « développement économique ».

Un « état des lieux de l'agriculture en Dracénie » a été réalisé courant 2016 en collaboration avec la Chambre d'Agriculture du Var. Ce premier travail a permis de mettre en évidence un certain nombre d'enjeux qui mériteront d'être approfondis :

- la diminution moins rapide mais continue des territoires à vocation agricole ;
- la problématique de la diversification des productions agricoles ;
- l'augmentation des friches agricoles ;
- le vieillissement de la population active agricole et l'incertitude sur la transmission des exploitations.

Aussi, dans la continuité de cette démarche, il est proposé d'élaborer une stratégie agricole à l'échelle de l'ensemble du territoire permettant de définir une véritable politique d'intervention accompagnée d'un programme d'actions concret en matière d'agriculture. Ce travail peut prendre la forme d'une « charte agricole », comme cela a déjà pu être réalisé sur d'autres territoires (Pays d'Aubagne, Pays de Grasse, Pays d'Aix, etc.) et qui a pour caractéristique d'être élaborée en partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés.

Afin d'établir ce document de planification, un certain nombre de travaux complémentaires sont nécessaires comme notamment :

- la réalisation d'un atlas des terres agricoles à enjeux à préserver et à valoriser mais aussi la définition des actions correspondantes ;
- la définition d'un programme d'actions contribuant à la valorisation des produits agricoles locaux notamment à travers le développement des filières courtes ;
- la définition des actions permettant d'assurer la transmission des exploitations agricoles.

Ces prestations seront mises en œuvre et suivies par un comité de pilotage fédérant l'ensemble des acteurs du monde agricole et devraient être menées d'ici l'automne 2017.

Ce travail d'analyses partagées constituera le socle de base à l'élaboration de la charte agricole de la Dracénie qui devrait être approuvée début 2018.

Ces travaux seront pour partie réalisés en interne, mais pourront le cas échéant bénéficier de financements extérieurs (Europe, Etat, Région) ; Ces financements seront mobilisés en temps utiles.

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Attesté le

ID : 083-248300493-20160922-C\_2016\_108-DE

En conséquence, et au vu de l'avis favorable de la commission agriculture réunie le 9 septembre 2016, il est demandé au Conseil d'Agglomération de bien vouloir :

- Approuver le principe de réalisation d'une charte agricole sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Dracénoise tel qu'exposé ci-dessus.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 septembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.